

## Acte public pour la licence.

**Numéro d'inventaire** : 1980.00012.32

**Auteur(s)** : Jacques Louis Guenée

**Type de document** : affiche

**Éditeur** : non renseigné (Dijon)

**Imprimeur** : Douillier

**Période de création** : 1er quart 19e siècle

**Date de création** : 1821

**Description** : Une feuille de papier tachée. Des déchirures sur les bords droit et gauche. Les coins sont cornés. Au verso, le papier a été sali.

**Mesures** : hauteur : 405 mm ; largeur : 520 mm

**Notes** : Affiche annonçant les thèses de droit romain et de droit français que doit défendre, pour l'obtention de la licence, Jacques-Louis Guenée, le mercredi 26 décembre 1821, à Dijon. Les articles de droit romain traitent de la rédaction des testaments. Les articles de droit français portent sur les donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître . L'estampe représente les armes de l'université de Dijon.

**Mots-clés** : Affiches de thèses et d'exercices publics

**Filière** : Université

**Niveau** : Supérieur

**Autres descriptions** : Langue : Français

Nombre de pages : 1

ill.

# FACULTÉ DE DROIT



# UNIVERSITÉ DE DIJON.

## ACTE PUBLIC

## POUR LA LICENCE.

### JUS ROMANUM.

*De Testamentis ordinandis. Lib. II, titul. X, Instit.*

I. **T**ESTAMENTUM est voluntatis nostrae justa sententia, de eo quod post mortem nostram fieri volumus, et directam haereditatem institutionem continens.

II. Dividitur in paganicum seu solemne, et militare seu privilegiatum; paganicum iterum duplex, scriptum et nuncupativum.

III. Scriptum illud est ad cuius substantiam auctoritatemque necessaria est scriptura.

IV. Ad illius validitatem tres requiruntur conditiones, scilicet: 1.<sup>o</sup> ut testamenti functionem activam testator habeat; 2.<sup>o</sup> ut liberus, si quos habet in potestate constitutos, vel nominatim instituat haeredes, vel nominatim exheredet; 3.<sup>o</sup> ut denique in eo juris solemnitates observentur.

V. Juris autem solemnitates sex requiruntur, vario jure de promptis, nimirum, 1.<sup>o</sup> *ex jure civili*, testium ad id specialiter registorum praesentia; 2.<sup>o</sup> ut unico contextu fiat; 3.<sup>o</sup> *ex jure quidem praetorio*, septem testium numerus; 4.<sup>o</sup> eorumdem signacula; 5.<sup>o</sup> *ex principum autem constitutionibus*, nomen haeredis vel à testatore, vel ab alio, illo jubente, scriptum; 6.<sup>o</sup> testium simul et testatoris si litteras sciat, sin fuerit illiteratus, octavi testis, suscriptiones.

VI. Testamentum nuncupativum locum habet, cum testator, viva voce septem coram testibus ad id specialiter rogatis, voluntatem suam declarat.

VII. Quae in testamento scripto conditiones, eadem in nuncupativo requiruntur, si eas excipis, quae ad scripturam spectant.

VIII. Idonei testes adhibentur ii, quibuscumque est testamenti factio; testium verò conditionem, an idonei sint, nec ne, tunc inspicere debemus, cum testamentum signarent, non mortis tempore; ac proinde, si tunc, cum signarent, tales fuerint, ut adhiberi potuerint, nihil nocet, si quid eis postea contigerit.

IX. Testimonium in extremis elogiis perhibere nequeunt, imberbes, furiosi, prodigi, quibus bonis interdictum est, mente capti, surdi, muti et caeci, huius naturae quidem prohibentur. Lege autem repelluntur, mulieres, servi et peregrini tanquam incapaces; improbi et intestabiles, haeretici et apostatae, quippe qui indigni.

X. Testis idoneus non est pater filio, filius patri, frater fratri quocumque ejusdem patris in potestate versatur; verum tamen nihil nocet plures ex una domo testes in alieno testamento adhiberi.

### DROIT FRANÇAIS.

*Des Donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage. (Cod. civ., liv. 3, tit. 3, chap. 8.)*

Cinq espèces de donations peuvent avoir lieu en faveur des mariages : 1.<sup>o</sup> donation de biens présents; 2.<sup>o</sup> donation de biens à venir; 3.<sup>o</sup> donation de biens présents et à venir; 4.<sup>o</sup> donation sous des conditions dépendantes de la volonté du donateur; 5.<sup>o</sup> enfin donation avec réserve de disposer de tout ou partie des biens donnés.

2. La donation de biens présents est soumise aux règles générales des donations entre-vifs, néanmoins elle est dispensée de l'acceptation; l'ingratitude du donataire n'en opère pas la révocation; enfin elle est essentiellement subordonnée à la condition que le mariage sensu stricto.

3. La donation de biens à venir, particulièrement connue sous le nom d'institution contractuelle, peut, à raison de sa nature mixte, être doublement définie, ou une donation irrévocable de la succession de l'instituant, ou bien un testament entre-vifs et irrévocable.

4. Comme participant de la nature du testament, cette donation n'empêche pas l'instituant de disposer de ses biens à titre onéreux, pourvu que ce soit sans fraude; elle est soumise à la condition de survie de l'institué; cependant elle est toujours, par l'effet d'une substitution vulgaire tacite, présumée faite au profit des enfants et descendants à naître du mariage.

5. Comme participant de la nature des donations entre-vifs, elle confère à l'institué un droit irrévocable sur la succession du donateur, tellement que ce dernier ne peut plus disposer de ses biens à titre gratuit, si ce n'est pour sommes modiques, à titre rémunérateur ou autrement.

6. La donation de biens présents et à venir cumulativement, peut être scindée par le donataire pour s'en tenir aux biens présents, pourvu qu'il ait été annexé à l'acte un état des dettes et charges existantes au jour de la donation; sinon la disposition ne vaut que comme institution contractuelle.

7. La condition de biens présents et à venir est censée faite sous une condition suspensive, quant aux biens présents.

8. Pour produire tous ses effets à l'égard des biens présents immobiliers, elle doit être transcrite au bureau des hypothèques.

9. Les deux dernières espèces de donations constituent des exceptions à la règle générale de l'irrévocabilité, et participent ainsi de la nature des dispositions à cause de mort.

10. Toutes ces donations ne peuvent être faites qu'en faveur des conjoints et de leur postérité, et seulement par le contrat de mariage ou par un acte notarié antérieur au mariage.

M<sup>r</sup> JACQUES-LOUIS GUENÉE, de Corcelles-les-Monts, Département de la Côte-d'Or, soutenant les propositions ci-dessus, répondra aussi aux questions qui pourront lui être proposées sur les autres matières du Droit.

Cet Exercice aura lieu, le Mercredi 26 Décembre 1821, à une heure après midi, dans la grande-salle de la Faculté de Droit, sous la présidence de Monsieur PROUDHON, Doyen de la Faculté.

A DIJON, DE L'IMPRIMERIE DE DOUILLIER, IMPRIMEUR DE LA FACULTÉ DE DROIT, RUE PORTELLE.